



HAL
open science

“ Ouaga 2000 ” : sa naissance, ses habitants et ses détracteurs (1996 à nos jours)

Zacharia Bandaogo

► To cite this version:

Zacharia Bandaogo. “ Ouaga 2000 ” : sa naissance, ses habitants et ses détracteurs (1996 à nos jours). Encyclo. Revue de l'école doctorale Sciences des Sociétés ED 624, 2015, Habiter, lieux de vie et façons de vivre, 6. hal-01300229

HAL Id: hal-01300229

<https://hal.science/hal-01300229>

Submitted on 12 Apr 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Encyclo

Revue de l'École doctorale ED 382

Économies

Pensée critique

Espaces

Politique

Sociétés

Pratiques sociales

Civilisations

ZACHARIA BANDAOGO*

**« OUAGA 2000 » : SA NAISSANCE, SES HABITANTS ET
SES DETRACTEURS (1996 À NOS JOURS)**

La ville de Ouagadougou comptait à la veille de la révolution soixante quartiers. Les plus anciens, à savoir Bilbalogo, Kamsonghin, Dapoya, Gounghin, Larllé, Zanguettin et Zogona constituaient le centre de l'agglomération. Les villages de la périphérie formaient une sorte de banlieue. La majorité de ses habitants vivait en zone d'habitat précaire. Le pouvoir révolutionnaire dans sa volonté de dévoiler l'inefficacité des régimes précédents en matière de gestion de l'urbanisme entreprit une politique de lotissements à grande échelle. Le Conseil national de la révolution (CNR) plaça la réorganisation et le contrôle de l'espace urbain parmi ses priorités. La DUTC (Direction générale de l'urbanisme, de la topographie et du cadastre) se chargea en 1984 d'élaborer un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisation qui permettrait de maîtriser le développement de Ouagadougou jusqu'à l'horizon 2000, une façon de juguler l'extension anarchique de la ville. En 1990, le nombre total de parcelles loties s'accrut ainsi que la superficie de la ville. À partir de 1996 commença la construction d'un nouveau quartier au sud-est du centre-ville de la capitale ouagalaise, « Ouaga 2000 ». Vaste terrain vague il y a quinze ans, « Ouaga 2000 » s'est considérablement étendu et embelli, accueillant désormais des structures étatiques et administratives. Comment et dans quelles circonstances est né « Ouaga 2000 » ? Qui l'habite ? Comment interpréter le mécontentement des Ouagalais à propos de cette « nouvelle ville capitale » qui cherche à supplanter la ville elle-même ? Pour comprendre ce mécontentement des habitants, il nous faut d'abord nous interroger sur la croissance de la ville à travers les politiques d'assainissement afin de mettre en évidence les signes de pauvreté qui caractérisent la naissance de quartiers spontanés. Le pouvoir a profité des grandes rencontres politiques pour mettre en œuvre sa stratégie de développement de l'habitat et lancer le chantier de « Ouaga 2000 ». Projet décrié par les uns, reconnu d'utilité publique par les autres, au premier rang desquels figure l'État.

* « Centre d'Études en Sciences Sociales sur les Mondes Africains, Américains et Asiatiques » (CESSMA), Université Paris Diderot - Paris 7.

Ouagadougou : une ville qui grandit comme un cancer

« Ouaga 2000 » s'est développé pour répondre à une politique d'assainissement. La mise en œuvre de cette politique ne s'est pas faite sans débats ni confrontations entre les différents acteurs décisionnels, comme l'illustre la concurrence entre les services publics. L'objectif de l'État était de moderniser et de densifier le centre-ville, dont jusqu'alors l'urbanisation était désolante. Bien plus, il répondait à une politique volontariste du président Compaoré qui souhaitait moderniser la société et vaincre la pauvreté. Le fondement de sa politique de développement contenu dans le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) était d'accroître le pouvoir d'achat des populations les plus défavorisées tout en leur offrant un meilleur cadre d'épanouissement social. Or, l'un des points saillants de cette stratégie était de garantir l'accès des pauvres au logement.

Dans les villes, les inégalités de développement se mesurent à la fois au niveau des revenus et au niveau de l'état de santé des populations. Prenons l'exemple de la pression démographique et du chômage. En 1987, on estimait à 8 % le taux de croissance de la population urbaine du Burkina Faso soit 2,4 fois le taux de croissance de la population totale. Avec plus d'un demi-million d'habitants, Ouagadougou, la capitale, représentait environ la moitié de la population urbaine et a connu une croissance de 9,7 % par an entre 1975 et 1985¹. Bobo-Dioulasso, la seconde ville du pays, se développait au rythme de 7 % par an. La ville de Banfora enregistrait un taux de croissance de 11 % depuis 1975 et se positionnait comme la troisième ville la plus importante du Burkina. La croissance exponentielle de la population urbaine et la concentration de cet accroissement sur une seule ville comme Ouagadougou ne pouvait que poser des problèmes à long terme. Par son étendue, elle posait déjà le problème de l'occupation de l'espace et de son exploitation aussi bien par les politiques que par les responsables des cultes religieux². Une croissance continue qui n'allait d'ailleurs pas sans étonner plus d'un visiteur :

C'est une ville qui grandit comme un cancer. Chaque jour, les faubourgs de Ouagadougou gagnent sur les terrains vagues qui l'entourent.

¹ *Banque Mondiale, Burkina Faso, Mémoire économique*, vol. I, Rapport principal, n° 7594, 1989, p. 5.

² La compétition pour l'occupation des terrains réservés aux cultes prend de l'ampleur à partir de 1984. Voir Assimi KOUANDA, « La lutte pour l'occupation et le contrôle des espaces réservés aux cultes à Ouagadougou », in Jean-Pierre GUINGANE, René OTAYEK, Michel Filiga SAWADOGO (dir.), *Le Burkina entre révolution et démocratie (1983-1993)*, Paris, Karthala, 1996, p. 92.

Comme si découragés devant ces monotones routes de latérites crevassées, ces maisons basses en brique friable, ces kiosques en tôle ondulée, les Ouagalais se donnaient le change en recommençant tout à zéro, un peu plus loin, sur les parcelles encore « non loties ». Et ça ne finit jamais, languide fuite en avant dont chaque recommencement oblitère le précédent, où rien n'est jamais achevé, simple zone de transit vers une nouvelle zone. C'est une ville banlieue³...

En réfléchissant à la possibilité d'un « urbanisme préventif », l'État a tout d'abord procédé par une politique d'allègement de la pression démographique en refoulant les populations – lors notamment des grandes manifestations politiques, culturelles et sportives – sur les parcelles non loties. Ainsi est apparue une stratification sociale dans la ville urbaine. Les populations des quartiers pauvres ont souffert des effets pervers de cette urbanisation sauvage. En effet, celles-ci figuraient parmi les plus exposées à des maladies contagieuses, infectieuses et parasitaires. Le sous-équipement était flagrant dans les quartiers populaires légaux et dans les quartiers spontanés où les infrastructures et les équipements collectifs demeuraient inexistantes. Le contraste était très net avec les quartiers à haut standing, entièrement dotés d'un réseau complet d'infrastructures.

L'accès à l'eau potable posait également un problème majeur car l'accroissement démographique dans la capitale, sans être hypertrophique, se heurtait aux limites des ressources souterraines en eau. Il semblait que les ressources captées dans les trois barrages qui traversent la partie nord de la capitale ne suffisaient plus, malgré leur remise en état qui commença en 1990 grâce aux financements allemand et français. Après de longues années d'étude, le régime se proposa de construire un barrage à Ziga, à quelque soixante kilomètres au nord-est de Ouagadougou sur l'ex-Volta Blanche, avec une adduction qui rejoindrait celle de Loumbila. Le projet fut estimé en 1990 à 150 milliards de francs CFA, donc à plusieurs fois le budget annuel d'investissement de l'État burkinabè. Il coûta quatre fois plus cher que le barrage de la Kompienga (36 milliards) et trois fois plus que le barrage de Bagré. On le considère comme le plus grand projet jamais réalisé au Burkina Faso⁴. La croissance démographique encourageait une augmentation de coûts sans commune mesure avec les possibilités financières de l'État.

Les grands projets d'approvisionnement en eau des deux premières villes du pays risquaient d'absorber l'essentiel des dépenses

³ Hervé AUBRON, « Poussière d'étoiles sur Ouaga », *EPOK, Le magazine de la FNAC*, n° 16, p. 67.

⁴ Voir Helmut ASCHE, *Le Burkina Faso contemporain, L'expérience d'un autodéveloppement*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 225-226.

d'investissements publics à l'avenir. Si l'accès aux soins est possible car leur proximité est plus grande qu'en milieu rural, il en est autrement de l'évacuation des ordures dans les quartiers périphériques. Signe évident du mal-être. En Afrique, au sud du Sahara, les conditions d'habitat au sens large, révélatrices des inégalités sociales, ont également un impact sur le niveau de mortalité, en particulier en raison du problème d'approvisionnement en eau potable et des caractéristiques propres du logement. Au sein des quartiers se conjuguent une forte densité de populations, facteur de propagation rapide des épidémies (en premier lieu rougeole) et de mauvaises conditions d'hygiène⁵. Les résultats d'enquête menés au Burkina Faso montrent que la mortalité des enfants entre 1 et 2 ans appartenant à des ménages approvisionnés en eau de puits est le double de celle des enfants alimentés en eau courante à domicile. Au cours de la transition entre allaitement et alimentation solide, les risques de maladies diarrhéiques sont accrus et leur incidence varie fortement selon les facteurs de santé, les facteurs socio-économiques et culturels et la disponibilité en eau potable⁶. L'insuffisance des ressources allouées au secteur de la santé, combinée à un environnement naturel souvent défavorable, a conduit à une situation épidémiologique où cohabitent à la fois des maladies infectieuses et parasitaires (paludisme, rougeole, méningite, tuberculose) et des maladies dites de civilisation, typiques des pays industrialisés (maladies cardio-vasculaires, pathologies psychiatriques, maladies dégénératives, traumatismes liés aux accidents de travail et de circulation).

Le risque de maladies infectieuses nécessite de respecter certaines règles dans la politique d'assainissement des villes. En général, on exige que l'assainissement éloigne du voisinage humain les excréta, les déchets solides ou liquides et les eaux de pluie. Ce qui n'est pas toujours le cas dans les quartiers pauvres. L'absence de latrines ou ses déficiences constitue un réel problème de la vie quotidienne. Les décharges d'ordures mais aussi les espaces publics (écoles, marchés, terrain de jeu etc.) sont parfois utilisés comme lieux d'épuration. Lorsqu'on se déplace sur les quartiers périphériques, l'entassement des ordures est fréquent. Tard dans la nuit, à Zoghona et Zangoitin (Ouagadougou) les populations vident les eaux usées sur les routes. Le moment idéal est toujours lors de la venue des tornades où le trop-plein des eaux des toilettes et les immondices sont jetés dans les

⁵ Philippe ANTOINE, Amadou BA, « Mortalité et santé dans les villes africaines », in Philippe HUGON et Roland POURTIER (dir.), *Villes d'Afrique. Afrique contemporaine*, n° 168, p. 138-146, p. 141.

⁶ CERPOD et INSD, EMIS, *Burkina Faso, rapport d'analyse*, 1988.

eaux pluviales. Ce qui n'est pas loin de susciter des inquiétudes. Nombre de maladies sont liées aux déchets urbains, à des carences dans leur élimination et à des contaminations possibles. L'eau peut représenter un danger de par sa qualité (eau polluée) mais aussi par sa quantité (insuffisance pour l'hygiène personnelle).

Les excréments transmettent des maladies directement lors de contacts avec les mains ou par pollution des ressources en eau. De mauvais systèmes d'évacuation des eaux usées, ménagères ou pluviales en favorisant la stagnation, conduisent à la prolifération d'insectes eux aussi vecteurs de maladie. L'accumulation des déchets solides favorise également la multiplication d'insectes et de rongeurs pouvant transporter des éléments pathogènes et empêcher le bon fonctionnement des ouvrages d'évacuation. Il est difficile, voire impossible de financer la totalité de l'évacuation des eaux pluviales compte tenu de l'extension spatiale. Reste aussi la question de l'acheminement des eaux des caniveaux – malgré les opérations ponctuelles comme la réfection des caniveaux ou leur construction. Les villes sahéliennes se caractérisent par leur étendue rendue possible par les tentatives de récupération de l'État des espaces occupés souvent par les pauvres et la concentration de ceux-ci sur des parcelles non loties. Rabattre les populations sur les terrains non lotis est une stratégie de l'État dans sa politique d'assainissement de la ville. Elle n'est pas moins une autre façon de lutter contre la pauvreté. Tel fut le cas de « Ouaga 2000 ».

À chaque tentative de l'État dans sa politique d'urbanisation, les pauvres se sont regroupés sur des terrains momentanément hors de portée. D'où ces protestations en raison de cette hétérogénéité du développement perceptible à travers la structure même de la ville mais aussi à travers le vécu quotidien des Ouagalais. L'idée qui consistait à repousser les populations sur des terrains non lotis pour le chantier de « Ouaga 2000 » s'est heurtée aux sensibilités des Burkinabè et au-delà aux hommes des médias. Les couches aisées étaient dans leur grande majorité citadines, mais elles ne représentaient qu'une minorité au sein des agglomérations urbaines. En 1996, le Burkina Faso abrita le sommet France-Afrique. Pour accueillir les participants à cette rencontre, Blaise Compaoré érigea le quartier « Ouaga 2000 ». Au début, il n'y eut qu'une salle de conférence et des lieux d'hébergement de haute facture. Mais au fil des ans le quartier se transforma. Comment en est-on arrivé là ?

Des « habits propres pour Ouaga » et les premières formes de contestation

Avec la révolution burkinabè apparut une volonté de produire en masse des espaces lotis à travers le terme évocateur de « lotissements commandos ». Toutefois, il s'agissait de lotissements sommaires. Par contre, à partir de 1990 on souhaita davantage transformer la physionomie des villes, mais l'essentiel des grands projets resta concentré dans la capitale. Les mutations politiques et économiques influencèrent la politique de l'habitat avec une prédominance des actions des institutions financières. Le choix de Ouagadougou pour le 19^e sommet France-Afrique s'illustra par l'ouverture de chantiers dans l'urbanisation de la ville, non sans créer des mécontents en raison de la grande pauvreté des populations. Le chantier de « Ouaga 2000 » demeura un fait patent. Si les pauvres se firent muets, la presse sembla mener le combat contre le pouvoir. Le journal *l'Indépendant* considéra ce chantier comme un mauvais projet politique, un crime dans le processus du développement du Burkina⁷. Il fallut pourtant loger les illustres personnes qui firent le déplacement afin de s'interroger sur les stratégies à adopter pour réguler la crise du développement.

La ville subit un lifting pour cette rencontre politique et le vaste chantier de « Ouaga 2000 », que les Burkinabè appelèrent le « village du sommet » fut choisi comme lieu de résidence des personnalités politiques. Le « village du sommet », finit par être baptisé « Simonville », du nom du maire de la ville de Ouagadougou : Simon Compaoré. Des Ouagalais déplorèrent le fait que le pouvoir ait construit le quartier en les ignorant. Pour nombre de Burkinabè, le luxe du quartier « Ouaga 2000 » qui s'érigait contrastait avec leur pauvreté. Mais le maire dans un euphémisme avait prévenu que « même pauvre, la ville devait se parer d'habits propres ». La cité fut dotée de 50 villas ministérielles et de 50 autres présidentielles à la convenance de leurs locataires. Ces dernières épousèrent la diversité et la richesse architecturale de l'Afrique. Il y eut des demeures de type côtier (sans étage) ou d'autres de type maghrébin recouvertes de tapis *made in Morocco* avec une salle de bain vapeur (espèce de sauna arabe) et un salon de thé, pour ne citer que ces spécificités. Citons également les styles sahélien, équatorial ou encore sud-est qui diffèrent les uns des autres non seulement par la forme, mais aussi par la gestion de l'espace intérieur. Toutes ces demeures comprirent cependant 5 à 6 chambres

⁷ Henri SEBGO, « Sommet France-colonies : un crime nommé "Ouaga 2000" », *L'indépendant*, n° 192, 15 avril 1997, p. 7-8.

dont celle de l'aide de camp.

Ce qui heurta la sensibilité des populations fut la construction de villas luxueuses en lieu et place des zones sur lesquelles habitaient des pauvres. Pour nombre d'observateurs, il s'agissait en effet de chefs-d'œuvre architecturaux dont le coût moyen avoisinerait les 100 millions de francs CFA, à multiplier quelquefois par dix. Une opinion hargneuse s'indigna face à de telles concessions dans un pays classé 170^e sur 174 selon le PNUD et dont 45 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Les médias se lancèrent dans une critique virulente du projet en se conjecturant dans des calculs mathématiques. Selon *l'Observateur*, si l'on prend en tout état de cause une moyenne de 100 millions pour chacune de ces demeures, on parvient à un coût total de 5 milliards de francs CFA pour les 50. Le mobilier importé d'Italie fut composé de salons en cuir, de meubles de rangement en noyer pour les bureaux des chefs d'État et de toutes les commodités ayant le même standing qu'un hôtel 4 ou 5 étoiles. *L'Observateur* précisa ceci :

Les rideaux, on le sait, ont été cousus ici par les tailleurs de l'armée avec du tissu venu tout droit d'Italie, décidément incontournable dans le domaine du décor d'intérieur. Quant aux lits, ils mesurent 2m x 2m pour les hommes et 1,80m x 2m pour leur moitié. Il faut souligner toutefois la présence dans l'une de ces villas (sans doute celle que doit occuper le longiligne Abdou Diouf) d'une couchette de 2,10m x 2m. Environ une dizaine de millions (100 000 FF) sont allés dans l'ameublement de chaque maison, soit 500 millions au total⁸.

Par euphémisme Henri Sebgo parla du « bon père de famille » qui, conscient de ses responsabilités et de sa fortune, agirait comme un chef d'État. En ce sens, il admit qu'un tel homme, pauvre avec une grande charge familiale et ne disposant seulement que de cinquante mille francs CFA devait privilégier d'abord l'alimentation, la santé et l'éducation⁹. Il ressort de ses critiques un manque de bon sens de l'État, qu'il mit au compte d'une « politique de contre-développement¹⁰ » alors que les priorités et les urgences devaient être triées pour orienter les dépenses. Il va sans dire que les gouvernants confondent leur situation et celle du pays. Ce qui ne va pas sans irriter les hommes de presse habitués à voir évoluer leur pays dans une certaine sobriété. Pour Sebgo, en lieu et place de la CAN 98 et « Ouaga-2000 », l'État aurait pu ériger « des millions d'hectares » pour l'agriculture et l'élevage. Reste à savoir si les populations furent préparées à accepter cette magnificence

⁸ *L'observateur Paalga*, n° 4300, 6-8 décembre 1996, p. 7.

⁹ *Ibid.*, p. 7.

¹⁰ L'expression est d'Henri Sebgo.

dans la ville. En se référant à la pauvreté du pays, il chercha à toucher la sensibilité des Burkinabè afin qu'ils se rendent compte que ceux qu'ils portèrent au pouvoir menèrent à bien des projets grandioses sans leur accord. À ce propos, le plaidoyer de l'auteur fut saisissant. Qu'on en juge par cette remarque :

Nous serions très heureux de pouvoir abriter les Jeux Olympiques et la Coupe du monde. Mais nous ne sommes pas très riches. Nos moyens sont très limités. Nous vivons grâce aux dons et aux aides de très généreux donateurs ; par exemple notre eau potable nous la buvons grâce aux dons. Si nous devons sacrifier un besoin sur l'autel d'un autre, nul doute que c'est la CAN qui serait sacrifiée sur l'autel de l'autosuffisance alimentaire, des soins primaires de santé et beaucoup d'autres choses¹¹.

Si la remarque paraît bien pertinente, il n'en demeure pas moins que cette CAN reçut des appréciations positives à travers les médias internationaux. Toutefois, ce que déplora Sebgo et qui probablement échappa à l'analyse de la presse internationale, ce sont les difficultés économiques et sociales auxquelles est confrontée la grande majorité de la population qui vit au-dessous du seuil de pauvreté. La pauvreté a marqué les consciences des Burkinabè du fait de son historicité et de la volonté manifeste des politiques de l'éradiquer¹². Encore faut-il préciser que cette CAN se déroula en période de crise scolaire. L'État étant opposé à la société civile. Henri Sebgo s'en indigna :

Un exemple de folie de grandeur : le sommet France-colonies et son Ouagadougou 2000. La catastrophe est à la hauteur du manque de vision claire du pouvoir en place. Certaines fautes ressemblent beaucoup plus

¹¹ *L'observateur Paalga, op. cit., p. 7.*

¹² La colonisation et ses avatars avaient conduit à une dislocation du territoire. La transformation de l'ancienne colonie en réservoir de main-d'œuvre gratuite suite à cette dislocation concourait à l'appauvrissement des sociétés burkinabè. L'élite politique des indépendances va essayer les critiques des jeunes générations qui la perçoivent comme responsable de la perpétuation de la pauvreté. A la toute première génération de leaders politiques succèdent de jeunes révolutionnaires dont le but est d'éradiquer la pauvreté. Le Programme populaire de développement (PPD) qu'ils élaborent va servir de socle pour la lutte contre la pauvreté. En entrant officiellement en période d'ajustement structurel, le 13 janvier 1991, le régime de Blaise Compaoré cherche à bénéficier des organismes internationaux (PNUD, Banque mondiale), de programmes de développement locaux. Il n'échappe pas pour autant aux critiques virulentes des journalistes et autres acteurs de la société civile. Les positions comme celles prises par Norbert Zongo portent à croire que le pouvoir n'écoute plus les pauvres. Toute stratégie de lutte contre la pauvreté, comme le mentionne Basile Guissou, doit s'appuyer sur la vision, les valeurs et les espérances des populations. Basile GUISSOU, « Histoire et pauvreté au Burkina Faso », in *La pauvreté, une fatalité ? Promouvoir l'autonomie et la sécurité humaine des groupes défavorisés, Bénin – Burkina Faso – Mali – Niger*, Paris, UNESO/Karthala, 2002, p. 117.

à des crimes. Est de ceux-là : Ouaga 2000¹³.

L'événement politique que devait abriter la capitale burkinabè poussa assurément l'État à réfléchir sur l'absorption d'une partie des chômeurs pour les travaux de construction mais aussi sur le beau, la splendeur. Malgré l'approbation d'une certaine opinion aux fastes des hommes du régime, Sebgo resta de marbre :

Nous aimerions que soit construit Ouaga-3000 ou Ouaga-5000 sur l'ensemble du territoire. Qui ne veut pas le beau ? Qui n'aime pas le beau et le merveilleux ? Nous n'en connaissons pas beaucoup. Au plan individuel comme au plan collectif qui ne voudrait pas que Ouaga rivalise avec New York ou Tokyo au niveau des gratte-ciel, des rues, des moyens de locomotion etc. ? Mais il y a les réalités de notre pauvreté, de notre misère. Sur 10 millions de Burkinabè plus de 9 millions sont pauvres¹⁴.

Inauguré en 1996, le vaste chantier de « Ouaga 2000 » eut pour but de révolutionner la physionomie de la capitale. Des femmes furent même mobilisées pour l'assainissement de la ville. Ce qui fut entrepris dans la ville capitale était avant tout un outil de travail, qui répondait non seulement aux ambitions politiques, mais aussi économiques et sociales du président Blaise Compaoré. Il est communément admis que chaque État souhaite réaliser de grands événements comme des rencontres sportives. Ceci rentre aussi bien dans le jeu du pouvoir pour renforcer son assise comme pour mener sa politique de développement. Pour le maire de Ouagadougou, il fallait, en dépit de la pauvreté, donner une autre image du Burkina Faso :

Depuis février 1995, nous avons élaboré un programme d'action pour la commune de Ouagadougou, qui définit les grandes actions concernant l'assainissement et l'environnement au sens large. Concrètement nous avons constitué une « brigade verte » de près de 600 femmes qui participent plusieurs fois par semaine au nettoyage de la ville, ce qui prouve que l'on peut garder une agglomération propre en dépit de la pauvreté. Le manque de ressources est un fait, mais nous avons de l'orgueil. Même si nous portons de vieux habits, nous voulons qu'ils soient propres¹⁵.

Les villes sahéliennes se caractérisent par leur étendue, rendue possible par les tentatives de récupération de l'État des terrains occupés souvent par les pauvres et la concentration de ceux-ci sur des parcelles

¹³ *L'observateur Paalga, op. cit.*, p. 7.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Frederic BEROA, « Urbanisme. Rencontre avec Simon Compaoré, maire de la capitale. Les habits propres de Ouaga », *Jeune Afrique*, n° 1951, 2-8 juin 1998, p. 89.

non loties. À chaque poussée de l'État dans sa politique d'urbanisation, les pauvres se sont agglomérés sur des terrains momentanément hors de sa portée. D'où ces protestations en raison de cette hétérogénéité du développement perceptible à travers la structure même de la ville mais aussi le vécu quotidien des populations. L'hétérogénéité des populations urbaines tient essentiellement à leur différenciation sociale qui établit un clivage entre riches et pauvres.

Le clivage riche/pauvre toujours maintenu : « Si un pauvre dort à Ouaga 2000, c'est parce qu'il est gardien »

Au fil des ans, le quartier de « Ouaga 2000 » s'est considérablement étendu et embelli, accueillant des ambassades, le palais de justice, les ministères et les administrations, les sièges d'entreprises et les banques. Le nouveau palais de Kozyam, siège du pouvoir présidentiel, y fut érigé. Comme cette « ville » dans la ville devait attirer et réunir des étrangers, le pouvoir ne négligea pas le secteur de l'hôtellerie. Un hôtel de grand luxe *Laaico* et un centre commercial *El Fateh Center* construit par la *Lybian Arab African Investment Company* (*Laaico*) dominant en hauteur les villas cossues dont la plupart sont dissimulées derrière de hauts murs agrémentés de bougainvilliers. Les villas privées se sont multipliées. Une nouvelle classe aisée s'est installée dans un décor luxueux. Les rues serpentant entre les bâtisses où la faïence est reine portent le nom de grandes figures africaines et nationales. Leurs habitants sont de hauts fonctionnaires, des politiques, des décideurs économiques, de grands commerçants et chefs d'entreprises. Frédéric Lejeal qui y a effectué une enquête laisse percevoir ceci :

Cette population huppée attire les services haut de gamme. Les écoles publiques sont rares. Du primaire au lycée, ce sont les cours privés qui dominent. Même constat pour les cliniques. À l'instar du Rosa dei Venti ou du Vert galant – le plus couru du quartier –, les restaurants servent une clientèle triée sur le volet. Les salons de beauté, de relaxation et de fitness font leur apparition. « Les femmes roulent dans de grosses cylindrées et préfèrent accoucher aux États-Unis ou en Europe, explique un habitant du quartier. Certaines font même des allers-retours à Paris pour leurs emplettes... ». Un luxe tapageur au milieu de la pauvreté ? Certains Ouagalais le pensent. D'autant que la récente arrivée de nombreux Ivoiriens aisés, pour la plupart mariés à une Burkinabè, a accentué les signes extérieurs de richesse. Parfois jusqu'à la caricature. Ces derniers, dont certains lieutenants des ex-Forces nouvelles, « ont fait fortune rapidement, en partie grâce à la crise ivoirienne, remarque

un résident. Mais il y a aussi de jeunes nouveaux riches burkinabè »¹⁶.

Comme s'il s'agissait d'une revanche sur l'ancienne ville coloniale et des premières heures de l'indépendance dénommée « Bancoville », Ouagadougou à travers ses nouvelles bâtisses de « Ouaga 2000 » s'impose aujourd'hui comme une capitale d'un État de l'Afrique de l'Ouest à l'instar d'Abidjan ou Dakar. Jusqu'où s'arrêtera la magnificence de la ville ? « Ouaga 2000 » est toujours en construction. De nombreuses maisons se construisent. Des routes sont en attente de bitume. De grandes artères la traversent. La grande avenue Sembène Ousmane qui s'étend à perte de vue mène à la frontière ghanéenne.

Les ministères et agences de l'État participent à cette volonté du pouvoir de transformer radicalement la physionomie de la ville. La BNB (Bibliothèque Nationale du Burkina), l'Institut national de la statistique et de la démographie, le siège des plus grandes chaînes de télévision, le centre aéré de la BCEAO, les ambassades comme celle des USA s'y sont implantés. À cela s'ajoute le stade omnisports à l'architecture moderne. À quelle ville ou quel quartier veut-elle ressembler ? Peut-être à Yamoussoukro, la capitale politique ivoirienne ? Aux quartiers huppés d'Abidjan ? Entre autre Cocody, la Riviera, les deux plateaux, ou le Plateau ? Doit-on y voir la simple marque d'une grande avancée dans l'urbanisme et le développement au Burkina ? La crise sociale politique en Côte d'Ivoire a mis en berne les villes ivoiriennes. Abidjan et ses quartiers luxueux n'ont plus fière allure. Le Plateau, le « Manhattan » africain, ont perdu de leur superbe par le désordre, les détritiques et le vacarme des contestataires. Des intellectuels ivoiriens déplorent cet état de fait¹⁷. Certains sont surpris et étonnés par la grande avancée de l'urbanisation de la capitale burkinabè¹⁸. Alors, à quoi peut-on assimiler

¹⁶ Frédéric LEJEAL, « Ouaga 2000, l'autre capitale », *Jeune Afrique*, Dossier « Ouagadougou, retour vers le futur », 9 juin 2009, accessible sur : <http://www.jeuneafrique.com/202999/societe/ouaga-2000-l-autre-capitale/>. (consulté le 24 août 2014).

¹⁷ Enseignant, journaliste, musicien et écrivain, Tiburce KOFFI, en observateur attentif de sa société fait une illustration du délabrement du Plateau d'Abidjan à travers son essai. La « Sorbonne » qui s'érige à la place du jardin public du Plateau et qui devient un lieu de rencontre de jeunes protestataires, de désœuvrés, de vendeurs d'objets hétéroclites lui apparaît comme un « endroit de pourriture et de pourrissement », un « topos d'altération urbanistique et de promotion de la portion résiduelle de la société ivoirienne ». Tiburce KOFFI, *Côte d'Ivoire, l'agonie du jardin, du grand rêve au désastre*, Abidjan, CEDA, NEI, 2006, p. 238-239.

¹⁸ Venance KONAN, qui séjourna au Burkina Faso donne son impression de cette avancée qui semble étonner ses compatriotes en proie sans doute aux clichés et préjugés reçus sur l'état de l'urbanisation de ce pays. En témoigne ce qu'il nous donne à savoir de leur réaction : « À mon retour du Burkina Faso la semaine dernière, je racontais mon voyage à des amis dans un maquis quelque part à Treichville. Et je leur ai dit : "Si nous continuons à dormir, le Burkina Faso nous dépassera bientôt". Aussitôt un concert de protestations de la part de mes amis et de clients assis à des

cette « ville » dans la ville ? Bob Bigué l'assimile aux Almadies du Sénégal¹⁹. Non sans oublier de rappeler que de nombreux Sénégalais, des fonctionnaires internationaux y ont élu domicile. La quasi-totalité des membres du gouvernement y dispose d'une villa de fonction. L'élite politique ivoirienne n'est pas en reste. C'est le cas de Guillaume Soro, alors premier ministre de Laurent Gbagbo. Le président ivoirien aimant séjourner à l'hôtel de *Lybian Arab African Investment Company* a poussé l'opinion à modifier l'appellation de cet hôtel par « Hôtel Gbagbo ». Un palace qui était une propriété privée de Kadhafi. Le descriptif de ses habitants nous est encore peint en ces termes :

Dans le quartier, on peut croiser le Mauritanien Moustapha Chafi, éminence grise et conseiller influent du président Blaise Compaoré, qui fut l'un des premiers à investir les lieux, il y a plus de dix ans. L'ancien ministre des Affaires étrangères, Ablassé Ouédraogo, y possède une villa à l'architecture inspirée du style Le Corbusier. Le Premier ministre ivoirien, Guillaume Soro, tout comme l'ancien ministre de l'Agriculture Salif Diallo, actuellement ambassadeur du Burkina en Autriche, y ont également leur pied-à-terre. Le président du groupe Smaf International, Mahamadi Sawadogo, y possède, dit-on, « une maison de plus de trente pièces ». Quant au président de l'Assemblée nationale, Rock Marc Christian Kaboré, il vient d'y acheter un terrain²⁰.

Les habitants de « Ouaga 2000 » regroupant l'élite politique et les fonctionnaires internationaux répondent à un train de vie qui contraste avec celui du citoyen lambda :

Les uns comme les autres n'hésitent pas à étaler leur train de vie, arborant bijoux, accessoires en or, costumes de marque et 4x4 flamboyants. On les retrouve le soir au Top 2000, la boîte où le champagne coule à flots. Du même coup, ils font flamber les prix des loyers et des terrains. De 16 000 F CFA en 1999 (24,50 euros), le mètre carré peut désormais dépasser

tables voisines ; "Quoi ! Le Burkina Faso ? Il va passer où ?" "Quand même, toi aussi ! Comment peux-tu dire des choses pareilles ?" "Même si on est tombé ! Les Burkinabè ont quoi pour nous dépasser ?" Et pendant que mes amis protestaient et trouvaient que j'exagérais, je pensais à mon pays naguère respecté et envié mais aujourd'hui coupé en deux, et de plus en plus isolé et évité, je pensais aux centaines d'entreprises que nous avons pillées et détruites pour cause de rébellion ou de patriotisme, aux potentiels investisseurs qui nous fuient désormais comme la peste, à notre Université qui ne forme plus désormais que des gérants de cabines téléphoniques et des assassins, je pensais aux quatorze étages que j'ai descendus à pied il y a quelques jours au CCAA, parce qu'il n'y avait plus d'ascenseurs, je pensais aux tours de la Cité Administrative qui depuis des années tombent littéralement en morceaux... ». Venance KONAN, *Nègreries, 1994-2006, Chroniques de 12 années sèches*, Abidjan, Frat mat, 2006, p. 243.

¹⁹ BOB BIGUÉ, « Burkina Faso – Ouaga 2000. Une ville dans une ville », Enquête, 22 mars 2013, accessible sur : <http://www.enqueteplus.com/content/burkina-faso-ouaga-2000-une-ville-dans-une-ville>. (consulté le 23 août 2014).

²⁰ Frédéric LEJEAL, « Ouaga 2000, l'autre capitale », *op. cit.*

les 50 000 F CFA, explique-t-on à la Société nationale d'aménagement des terrains urbains (Sonatur), société d'État chargée de gérer, entre autres, l'aménagement de Ouaga 2000. La location d'une villa peut atteindre plusieurs millions de francs par mois²¹.

Si la possession d'un logement contribue à l'amélioration des conditions de vie, elle est loin de couvrir les besoins de la majorité. Ce qui n'est pas loin de susciter des critiques à l'encontre de l'État lorsque celui-ci entreprend de grands projets dans l'espace urbain. La formule « un ménage – une parcelle » (ou aussi un toit) pose derechef le problème de l'accès à la terre. Le non-respect des règles en matière de viabilisation des terrains, l'absence de cadastre influent sur le prix de la terre dans les grandes villes. Sensibles ou pas à leurs difficultés, les pauvres pensent que les chefs coutumiers sont bien placés pour les aider à obtenir une parcelle. En 1990 une commission mise sur pied pour le contrôle immobilier révéla la complexité du problème du fait des agissements des chefs coutumiers et de l'avancée incontrôlée des zones d'habitat précaire malgré les lotissements à grande échelle. Pour le pouvoir, il fallait assainir la ville, lui donner une autre image. Comme les cités « An II, An III, An IV » sous la révolution, « Ouaga 2000 » se devait d'apporter une marque à cette politique urbaine. Le mètre carré à « Ouaga 2000 » est aujourd'hui hors de prix pour les Ouagalais. Nombreux sont ceux à le décrier du fait de la pauvreté des Ouagalais. Les voix s'élèvent pour critiquer ce projet ambitieux dans une ville où les pauvres sont numériquement plus nombreux. On en arrive à cette prise de position très critique qu'Henri Sebgo, de son vrai nom Norbert Zongo²², avait prise dès la création du quartier. Certes le journaliste contestataire a été assassiné mais sa critique de la magnificence de « Ouaga 2000 » a comme durement imprégné les consciences de ses compatriotes. Si les habitants de la ville observent de loin le nouveau quartier, s'ils en parlent, à raison, comme d'une zone luxueuse, ils ne sont pas moins critiques comme l'avait été auparavant Norbert Zongo. De l'enquête qu'a menée Bob Bigué auprès des habitants de Ouagadougou, on retient ceci:

²¹ *Ibid.*

²² Norbert ZONGO, directeur du journal *L'Indépendant*, fut assassiné en décembre 1998. *L'Indépendant* était le seul journal d'investigation au Burkina, symbole de la liberté de critique et de commentaire. Le seul à oser mettre en avant les failles du pouvoir, sans être lié à aucun parti. Cet assassinat illustre tous les dysfonctionnements de l'État auxquels Norbert Zongo s'attaquait : les privilèges familiaux au sein du pouvoir, le rôle de l'armée, la soumission de la justice, l'impunité dont jouissent les grands. Peter DOUCEY, « L'Indépendant: Norbert Zongo, parcours d'un combattant », in Serge BAILLY, Didier BEAUFORT, *Média, Résistance, Un écho pour les voix discordantes*, Paris, Karthala, 2000, p. 17.

Ce luxe insolent contraste avec la pauvreté des Burkinabés. « Je n'ai jamais mis les pieds à Ouaga 2000 », affirme Bandé, serveur dans un restaurant. « C'est loin, je n'ai rien à y faire », dit-il. D'autres trouvent que Ouaga 2000 n'a pas sa raison d'être. « Blaise a construit ce quartier, mais n'a rien fait pour les Burkinabés. On ne peut pas manger à Ouaga 2000. Les priorités sont ailleurs », a-t-il dit²³.

Si certains habitants de Ouagadougou disent n'avoir jamais mis les pieds à « Ouaga 2000 », si d'autres trouvent le quartier éloigné et affirment qu'il n'a pas sa raison d'être, on peut alors augurer que le « pauvre » ne peut observer cette « ville dans la ville » que de loin ou à partir de son activité de domestique. Ce qui transparait fort bien dans les propos suivants :

« Si un pauvre dort à Ouaga 2000, c'est parce qu'il est gardien », déclare Ibrahim Iboulo. Il n'est pas le seul à penser ainsi. Dans la capitale, les taxis « niafu niafu » peints en vert, différents des « taxis propres » n'acceptent d'aller à Ouaga 2000 que si le client paie le ticket aller-retour. « À Ouaga 2000, même les chiens ont des 4x4 », prétextent ces chauffeurs de taxi. Pourtant, ce luxe dont parlent les Ouagalais laisse à désirer²⁴.

La magnificence de « Ouaga 2000 » concourt à maintenir une certaine crainte du pouvoir. Les habitants de la ville de Ouagadougou ont conscience de cet enjeu sur le plan national. Ils ont aussi conscience de la représentativité de l'élite dans le concert des nations. Le pouvoir instaure non pas seulement la crainte mais une distanciation avec les citoyens lambda. Il prend sa source pourrait-on dire dans une grandeur de l'Habitat, du lieu de son siège, d'où cette crainte qu'il inspire rapportée par ce journaliste venu s'enquérir des informations sur « Ouaga 2000 » :

Les Ouagalais ont peur de circuler aux abords du Palais. Le taxi pris par le reporter d'ENQUÊTE a refusé d'aller jusque devant la maison de Blaise Compaoré. Il s'est garé à 500 mètres. « Madame, je ne peux pas aller jusque là-bas. On a tué ici un taximan, il n'y a pas longtemps. Il s'est trop approché du Palais », dit le conducteur. Pour prendre des photos de Kosyam, il a fallu l'accord du garde en faction trouvé au poste de police de la Présidence. « Vous pouvez prendre des photos, mais il faut aller là-bas ». Il nous indique un point situé à près de 100 mètres de la porte principale. Aucune chance d'avoir une vision nette de la grande bâtisse où loge le président du Faso. Celle-ci étant nichée à près de 800 mètres du portail²⁵.

²³ BOB BIGUÉ, « Burkina Faso – Ouaga 2000. Une ville dans une ville », *op. cit.*

²⁴ *Ibid.*

²⁵ *Ibid.*

La politique de l'habitat n'est pas moins une autre politique d'exercice de l'autorité. Certes, le quartier de « Ouaga 2000 » est le fief de l'élite burkinabè mais retenons bien qu'il est l'œuvre de l'un des anciens révolutionnaires du CNR, le Président du Faso, Blaise Compaoré. Le Président est probablement dans la continuité d'une passion politique qu'il assouvit sous une autre forme d'autorité. Un symbole de cette autorité marque le décor de « Ouaga 2000 ». Un monument dédié aux martyrs rappelle le rapport du pouvoir avec ses administrés et les souvenirs marquants de la vie politique. Sous la révolution, le discours du pouvoir se donna pour fonction de sensibiliser les militants et militantes à l'intérêt qu'ils avaient à embellir et rendre propre leur cadre de vie. Thomas Sankara, qui recommanda de faire de Ouagadougou une ville blanche, demanda aux habitants de blanchir les murs de leurs habitats à la chaux. Encore fallait-il permettre aux populations de bénéficier de terrains en vue de construire un logement pour y habiter.

Le CNR, dont le président Compaoré fut l'une des principales figures emblématiques, avait pour objectif de construire un État central fort qui devait s'imposer aux ennemis de la révolution démocratique et populaire. De ces ennemis, le pouvoir révolutionnaire indexa la bourgeoisie d'État, la bourgeoisie commerçante spéculative, la bourgeoisie des marchands et des entrepreneurs, les chefferies traditionnelles, les partis et les syndicats. Pour sortir les « masses » de la pauvreté, le pouvoir arrêta plusieurs mesures tendant à améliorer le cadre de vie des habitants des villes. Ouagadougou fut divisé en 30 secteurs, chacun dirigé par un bureau CDR (Comité de défense de la révolution) élu par la population. Cette délimitation imposa le redécoupage et la dislocation des 66 anciens quartiers. Une délimitation dont la stratégie visait à priver leurs chefferies de leurs assises territoriales traditionnelles. Le lotissement systématique de tous les quartiers spontanés de Ouagadougou, une autre mesure, eut pour but de mettre un terme à la spéculation de la bourgeoisie foncière et de certains chefs de quartier²⁶.

Après l'indépendance (1960), la politique de lotissement n'a pas toujours suivi la croissance de la population. En 1996, celle-ci était estimée à 10,5 millions d'habitants. Entre 1960 et 1980, seulement 1 040 hectares ont été lotis dans la capitale²⁷. Selon Claude Sissao, l'insécurité

²⁶ Alain MARIE, « Politique urbaine : une révolution au service de l'Etat », *Politique africaine*, n° 33, mars 1989, p. 28.

²⁷ Claude SISSAO, « Ouagadougou et les centres urbains du Burkina Faso », in Sophie DULUCK, Odile GOERG (dir.), *Les investissements publics dans les villes africaines 1930-1985*, Paris, L'Harmattan, 1989, p. 74. Voir aussi Alain MARIE, « Politique

des zones spontanées n'a pas incité les populations à améliorer leur habitat. Certes, mais l'amélioration de l'habitat pour les populations ne tient pas forcément à l'insécurité mais au manque de ressources. Au prix des parcelles s'adjoint le coût élevé des matériaux de construction, d'où ces constructions anarchiques caractéristiques du clivage entre riches et pauvres. Les zones d'habitats précaires deviennent le lieu privilégié des bandits du fait de l'anarchie qui y règne. L'incapacité de l'État à l'assainissement des zones spontanées témoigne d'un double phénomène qu'on peut rattacher au manque de volonté et à la faiblesse des ressources. Or, tant que persiste cet état de fait, le clivage entre les riches et les pauvres dans l'occupation de l'espace urbain ne peut aller qu'en s'aggravant au fil des années, générant des contestations lorsque l'État s'impose sur ces zones non loties. Si les autorités décidèrent d'embellir la capitale en lui donnant fière allure à travers la construction de « Ouaga 2000 », elles se devaient de faire face, comme ce fut le cas sous la révolution avec la création des « Cités An II, An III, An IV », à cette forme singulière de résistance. En dépit des critiques que « Ouaga 2000 » a suscitées et suscite dans l'opinion et dont les journaux tout comme aujourd'hui le net se font l'écho, le pouvoir n'en poursuit pas moins sa politique d'agrandissement de ce quartier qui s'impose comme une « nouvelle ville » dans la ville.

Conclusion

« Ouaga 2000 », « l'autre capitale » fascine ou irrite. En dépit d'un certain mécontentement, l'élite burkinabè y a planté son décor. Il est bien loin le temps où Norbert Zongo, écrivant sous le pseudonyme d'Henri Sebgo, la considérait comme un « crime du développement », bien loin également le temps où le quartier du parc urbain Bangr-Weogo (l'ancien Bois de Boulogne), dans le nord-est de la ville, était le plus luxueux de la capitale. « Ouaga 2000 » s'érige comme le nouveau quartier huppé de l'ancien Bois de Boulogne. Considéré comme une ville dans la ville, il force l'admiration des uns, la colère des autres mais ne laisse pas indifférent. Toujours en construction, il fait débat, alors qu'il existe depuis la fin des années 1990. Dès sa naissance, la société civile était critique. Elle ne l'est pas moins encore aujourd'hui. Des Ouagalais, rapporte Frédéric Lejeal, tiennent un autre discours²⁸. Nombreux sont fiers de l'existence de « Ouaga 2000 » qui en dépit de sa luxuriance, crée des emplois et rehausse l'image de la ville. Blaise

urbaine : une révolution au service de l'État », *op. cit.*, p. 29.

²⁸ Frédéric LEJEAL, « Ouaga 2000, l'autre capitale », *op. cit.*

Compaoré reconnaît que la société civile a un rôle majeur à jouer dans le système politique du fait de la diversité de ses champs d'action. Elle a selon lui l'avantage d'opposer l'approche « plus pointue, plus pragmatique, du spécifique et du différencié ». Cette fonction critique dont il fait allusion constitue à n'en point douter un facteur positif aussi bien pour les gouvernements que pour les gouvernés. Parce qu'il la considère comme un élément puissant d'émulation et de régulation, la société civile peut dans son entendement générer des idées et projets pour ouvrir des espaces nouveaux aux pouvoirs établis et éviter les dérapages autoritaires ou le règne de la pensée unique²⁹. Les Burkinabè qui se font critiques à l'égard du projet de construction de « Ouaga 2000 », laissent transparaître dans leurs propos un « dérapage autoritaire » et une « pensée unique » du pouvoir. Ils le crient d'autant plus que sa création n'est pas allée de concert avec une consultation de la population. Tout comme l'éducation et la santé, les autorités burkinabè considèrent l'habitat comme un droit humain fondamental. Le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté qui est au cœur de la politique de modernisation du Burkina Faso pourrait perdre de sa pertinence s'il ne prévoit un traitement privilégié au bénéfice des pauvres.

²⁹ Blaise COMPAORÉ, *Les voies de l'espérance*, Ouagadougou, Grande imprimerie du Burkina (GIB), 1998, p. 29.

Encyclo

Revue de l'École doctorale ED 382

DOSSIER THÉMATIQUE : « HABITER, LIEUX DE VIE ET FAÇONS DE VIVRE »

Ninon DUBOURG, Delphine PIÉTU et Marija PODZOROVA

Habiter, lieux de vie et façons de vivre

DE L'INDIGENCE À L'EXCLUSION

Natalie CAMACHO MARIÑO

Rue, drogue et violence : la survie des jeunes habitants de la rue à Bogotà

Zacharia BANDAOGO

« Ouaga 2000 » : sa naissance, ses habitants et ses détracteurs (1996 à nos jours)

L'INDIVIDU ET LE LIEU DE VIE

Patricia CABIANCA GAZIRE

Habiter la ville, habiter le moi

Sami FREDJ

L'habitat comme reflet de la santé psychique

REVENDIQUER LES MODES DE VIE

Baptiste COLIN

Droit à la ville ? Une réalisation des squatteurs de la rue de l'Est (Paris, 1982)

Marija PODZOROVA

Habiter dans la peinture soviétique dans l'entre-deux-guerres

VARIA

Mariano di PASQUALE

Circulation du savoir médical et politique à Buenos Aires (1820-1852)

RÉSUMÉS DE THÈSE

Carolina MARTINEZ

Mondes parfaits et étrangers dans les confins de l'Orbis Terrarum. Utopie, expansion transocéanique et altérité (xvi^e-xviii^e siècles)

Sylvain MUSINDE SANGWA

Parenté et patrimoine foncier chez les Bena Mambwe de la République démocratique du Congo. La réappropriation de la dépouille de l'épouse par son lignage

Géraldine BARRON-FORTIER

Entre tradition et innovation : itinéraire d'un marin, Edmond Pâris (1806-1960)

Matias Emiliano CASAS

Les métamorphoses du gaucho. De la poésie épique à la tradition nationale (1930-1960)

COMPTE RENDU DE LECTURE

Christiane DEMEULENAERE-DOUYÈRE et Liliane HILAIRE-PÉREZ (dir.)

Les expositions universelles. Les identités au défi de la modernité, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014 (Géraldine BARRON-FORTIER)

